



Trévoux, le 24 mai 2024,

Madame la Préfète de la Région
Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes,
service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

Objet : Recours administratif préalable obligatoire (RAPO)
Réf : Arrêté n°2024-ARA-KKP-5103 du 07/05/2024

LR-AR N°

Madame la Préfète,
Madame, Monsieur,

J'accuse réception de l'arrêté n°2024-ARA-KKP-5103 du 7 mai 2024, qui impose, après examen au cas par cas, la réalisation d'une évaluation environnementale pour notre projet d'aménagement d'un ancien parc aquatique en parc de loisirs sur la commune de Trévoux (01).

J'ai l'honneur de vous adresser le présent recours préalable obligatoire conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement, afin de vous apporter des compléments d'informations sur l'ensemble des points abordés dans l'arrêté cité en référence, mais aussi vous rassurer sur le périmètre d'exploitation strictement conforme à celui du parc aquatique ouvert jusqu'en 2023 et qui ne nécessite donc pas d'évaluation environnementale.

Je souhaite attirer plus particulièrement votre attention sur les points suivants :

- Le plan permettant de visualiser la délimitation du projet d'aménagement au sein du site, les zones et parcelles accessibles, ainsi que les parcelles non accessibles, notamment les deux parcelles boisées et l'entièreté de la zone humide. Ce plan démontre qu'aucun des aménagements n'est réalisé ni dans les parcelles classées, ni au sein de la zone humide.
- En matière de préservation de la biodiversité et des milieux : nous avons établi un pré-diagnostic Flore/Faune sur l'entièreté de la propriété – bien que les deux parcelles boisées et la zone humide ne soient pas concernés par notre demande et ne seront ni accessibles, ni ouvertes aux visiteurs.
- En matière de nuisances sonores : l'étude acoustique complète met en évidence un faible impact sur les premiers riverains.
- En matière d'émission de gaz à effet de serre : suivant les préconisations de l'Ademe selon le Guide Sectoriel 2024 Filière sites de Loisirs et Culture, un rapport spécifique à notre parc est joint en annexe.
- Enfin, bien qu'aucun aménagement n'ait été réalisé ou ne soit en cours de réalisation dans la zone humide, nous avons débuté une étude environnementale avec la CCDSV dans le cadre du « Marathon de la

Biodiversité ». Compte tenu de la nature de l'étude, les résultats sont attendus fin 2025. Par ailleurs, dans les parcelles boisées AN 108 et 110, un projet d'aménagement sera étudié après évaluation environnementale complète de la zone.

Par conséquent, dans le cadre du présent recours, je vous prie de bien vouloir réexaminer notre dossier en prenant en compte les informations complémentaires jointes et de bien vouloir procéder au retrait de la décision n°2024-ARA-KKP-5103 du 07/05/2024.

Par ailleurs et parallèlement aux aménagements extérieurs, nous avons entrepris la rénovation du bâtiment principal déjà existant et constitué d'une cuisine en rez-de-chaussée et d'un appartement de fonction au premier étage. Il est joint en annexe le plan permettant de visualiser la localisation du Bâtiment.

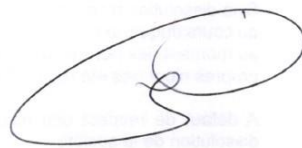
Par précaution, par suite de la décision n°2024-ARA-KKP-5103 du 07/05/2024, nous avons stoppé l'intégralité des travaux extérieurs et intérieurs. Par la présente, je vous sollicite afin de poursuivre ces travaux d'aménagements intérieurs aux motifs :

- qu'ils ne sont pas concernés par l'Évaluation Environnementale ;
- qu'ils sont sans impact sur l'extérieur ou l'environnement ;

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous jugeriez nécessaire, et je sollicite de votre haute bienveillance un rendez-vous afin de pouvoir vous décrire notre projet d'aménagement et notre implication sur cette commune pour les années à venir.

Je vous prie d'agréer, Madame la Préfète, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Philippe LOPEZ

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a smaller, more complex flourish.